



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

# Les transferts productifs (CASH+) au Niger et au Burkina Faso

*Une approche innovante pour renforcer  
les moyens d'existence vulnérables au Sahel*



Bonne pratique de résilience  
Réduction de la vulnérabilité



# **Les transferts productifs (CASH+) au Niger et au Burkina Faso**

*Une approche innovante pour renforcer  
les moyens d'existence vulnérables au Sahel*

Bonne pratique de résilience

Réduction de la vulnérabilité

# Résumé

Dans un contexte sahélien où les chocs climatiques sont récurrents, les ménages les plus pauvres au niveau des communautés rurales expérimentent une érosion de leurs actifs productifs qui se traduit par une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique. Ces ménages ne produisent pas suffisamment pour couvrir leurs besoins de base et sont, de ce fait, entraînés dans un cercle vicieux d'endettement et de malnutrition. Cette situation déjà critique, est empirée par une plus grande difficulté dans l'accès à l'alimentation qui se produit de façon saisonnière lors de la période de soudure où les stocks sont épuisés et les prix des denrées alimentaires dans les marchés augmentent.

Dans ce contexte, les transferts productifs (combinaisons de transferts monétaires et d'intrants productifs en nature) permettent simultanément de couvrir les besoins de base des ménages très pauvres pendant la période de soudure et de reconstituer leurs actifs productifs par la distribution d'intrants agricoles et d'élevage de cycle court qui permettent une augmentation rapide de leurs revenus.

Cette combinaison d'interventions a permis en un an d'augmenter de 37 pour cent les revenus moyens des bénéficiaires, diversifier le régime alimentaire de 17 pour cent des ménages et passer de 30 pour cent à 90 pour cent des ménages en sécurité alimentaire.

Le programme a focalisé son appui en faveur des femmes, qui sont en charge de l'alimentation du ménage. Pour cela les femmes ont été les récipiendaires principales des transferts et les actions productives promues étaient celles traditionnellement conduites par les femmes à proximité du foyer au Sahel.

## *Mots-clés*

Filets sociaux productifs, transfert monétaire, intrants, revenus, nutrition, actifs productifs, protection sociale, pauvreté, HEA, agriculture, élevage, agropasteurs, Burkina Faso, Niger, Sahel, Afrique de l'Ouest, genre, FAO, ECHO, moyens d'existence, résilience, bonnes pratiques, bonnes pratiques de résilience.

# Les transferts productifs (CASH+) au Niger et au Burkina Faso

*Le document s'adresse aux acteurs d'urgence pour l'inclusion de l'approche dans des actions/projets de relèvement rapide ainsi qu'aux acteurs du développement et de la protection sociale qui pourraient être intéressés pour compléter des actions de transfert monétaire avec un soutien productif aux moyens d'existence.*

## Introduction

Au Sahel, les chocs récurrents de nature multiple (climatiques, conflits, économiques, sanitaires, etc.) affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. En milieu rural, la principale contrainte rencontrée par les ménages dans les zones d'intervention est d'ordre économique. L'accès à l'alimentation constitue un défi permanent, les ménages vulnérables consacrant plus de la moitié de leurs revenus à ces dépenses.

Les chocs récurrents ont paupérisé le monde rural et érodé les moyens d'existence des ménages vulnérables au point de réduire leur accès à l'alimentation, ce qui aggrave la situation nutritionnelle. La décapitalisation des actifs productifs (animaux et terres) et l'endettement sont les principales stratégies mises en place pour couvrir leurs besoins de base, ce qui positionne ces ménages dans une spirale de vulnérabilité croissante.

L'approche transferts productifs vise à réhabiliter les moyens d'existence des ménages très pauvres, qui ont souffert une dégradation face à des stress récurrents ou qui ont été perdus suite à un choc ponctuel, à travers la provision d'une combinaison flexible de transferts monétaires et d'actifs productifs de cycle court, accompagnés d'une solide formation technique. Les transferts monétaires permettent aux ménages très pauvres de couvrir leurs besoins immédiats à travers leur propre production tout en protégeant leurs actifs de la décapitalisation. Les actifs productifs de cycle court permettent de démarrer un cycle vertueux de création de revenus durables, conduisant à l'autonomisation économique, qui est essentielle pour accroître les actifs, la sécurité alimentaire et la diversité alimentaire

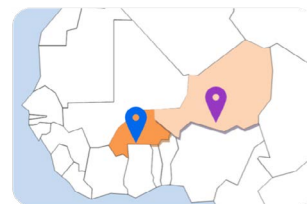
Le programme réalisé au Niger et au Burkina Faso de 2013 à 2015 a permis de comparer les effets de cette approche avec la distribution d'intrants agricoles et d'élevage. Les transferts productifs testés au Burkina Faso concernaient des combinaisons de transferts monétaires et de volailles ou de chèvres, tandis qu'au Niger les transferts productifs étaient constitués de combinaisons de transferts monétaires, de semences et/ou de chèvres. L'action a ciblé les ménages très pauvres des zones en insécurité alimentaire.

Tenant compte des bonnes capacités de gestion des femmes et étant donné que l'élevage de petits ruminants et d'animaux de basse-cour est habituellement du ressort des femmes, celles-ci ont été les principales bénéficiaires des transferts.

**Objectif** → Cette fiche cherche à divulguer l'impact atteint avec les transferts productifs dans la réhabilitation des moyens d'existence des ménages très pauvres – qui ont souffert une dégradation face à des stress récurrents ou qui ont été perdus suite à un choc ponctuel – pour faciliter la réplication de la pratique.

### Lieu/Couverture géographique →

- **Burkina Faso**, région du Sanmantenga.
- **Niger**, régions de Tahoua et Maradi



Une série d'indicateurs d'impact sur la sécurité alimentaire et sur les aspects socio-économiques et nutritionnels a été suivie un an et deux ans après la distribution. De l'expérience au Burkina Faso, il a été observé que les transferts productifs avec des volailles ont permis d'augmenter les revenus des ménages bénéficiaires de 50 pour cent et la valeur de leurs actifs productifs de 80 pour cent; d'améliorer la diversité alimentaire de 30 pour cent des ménages et de diminuer de 72 pour cent le recours à des stratégies d'adaptation négatives au cours de la première année.

En termes économiques, les transferts productifs ont présenté un ratio coût-efficacité supérieur à la distribution d'intrants agricoles seuls ou aux transferts monétaires seuls.

## *Partries prenantes/Acteurs*

Le projet d'une durée de dix-huit mois a été financé par le bureau pour l'aide humanitaire et la protection civile (ECHO) de l'Union Européenne. Leur participation financière ainsi que leur engagement actif dans la définition des méthodologies et le suivi régulier des actions ont contribué positivement à l'atteinte des résultats.

Le projet a touché 4 800 ménages bénéficiaires (2 000 ménages au Burkina Faso et 2 800 au Niger), soit plus de 30 000 personnes très pauvres dans les régions en insécurité alimentaire. Le ciblage a été réalisé au niveau communautaire à partir des critères socio-économiques de la méthodologie Household Economic Approach (HEA) pour les zones de moyens d'existence où le programme intervient.

Pour la mise en place de cette approche, la FAO a dû coordonner ses actions avec des partenaires techniques, financiers et opérationnels. Les partenaires opérationnels ont été des ONG locales et internationales ayant une bonne connaissance de la zone d'intervention ainsi que des institutions de microfinance locales pour la réalisation des transferts monétaires. L'accompagnement technique du projet a été réalisé par les structures décentralisées des ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage.

Les ONGs locales OCADES au Burkina Faso et GADED au Niger et l'ONG internationale Qatar Charity au Niger, ont été **les partenaires opérationnels** de cette action. Par leur forte connaissance des zones d'intervention, leur rôle a été d'assurer le travail de proximité avec les communautés et ménages bénéficiaires, depuis la présentation du projet aux communautés, le ciblage de ménages bénéficiaires, l'organisation des distributions et des formations, jusqu'au suivi des activités et à la conduite des enquêtes de référence, post-distribution et finale auprès des bénéficiaires ainsi que le suivi des marchés.

Les **partenaires financiers** ont été des institutions de microfinance qui opèrent au niveau national (CODEC au Burkina et KANI au Niger). Celles-ci ont été chargées de faciliter les opérations de transfert monétaire dans les villages d'intervention.

Au niveau des **partenaires techniques**, les directions régionales (DR) de l'agriculture et de l'élevage ont été responsables de définir les caractéristiques et vérifier la qualité des intrants avant distribution. Pour ce qui concerne la distribution du petit bétail, les DR étaient chargées du suivi des quarantaines de la vaccination, du déparasitage et du suivi de l'évolution du cheptel. Ces actions ont été complétées par des sensibilisations sur la gestion des animaux.

L'analyse des enquêtes de suivi-évaluation a été confiée à des consultants externes spécialisés dans les thématiques HEA et nutrition et des institutions de recherche (CIRAD et INRAN).

## Approche méthodologique

Le projet sur lequel se base cette fiche de bonne pratique avait pour objectif principal de comparer l'impact des interventions de transferts productifs à celui des interventions classiques de distribution d'intrants agricoles ou de transfert monétaire.

### Aspects opérationnels et techniques

**Ciblage:** Les actions de transferts productifs sont orientées vers les ménages très pauvres en insécurité alimentaire et nutritionnelle qui ont décapitalisé leurs moyens d'existence suite aux chocs climatiques et aux fluctuations des marchés. Pour arriver à identifier ces ménages, la méthodologie de ciblage a été réalisée en trois étapes.

1. Un premier **ciblage géographique** a été réalisé en considérant les **provinces** du Burkina Faso et les départements du Niger qui apparaissent de façon récurrente en insécurité alimentaire (phase 2 et suivantes) dans l'analyse du Cadre Harmonisé (cadre de référence pour l'analyse de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, aligné sur l'IPC) et qui connaissent un fort taux de malnutrition.
2. La deuxième étape concerne le ciblage géographique au niveau des **communes**, en prenant en compte les facteurs d'accessibilité physique et les moyens d'existence présents dans la zone. A ce niveau, le choix des communes et villages est validé avec l'administration locale.
3. Finalement, le ciblage des ménages bénéficiaires se fait au niveau **communautaire** à travers des critères HEA validés par les communautés. Pour ce faire, un travail en *focus groups* dans les villages choisis permet de définir les seuils pour la catégorisation des ménages en très pauvres, pauvres, moyens et nantis selon les critères HEA (taille du ménage, surface agricole possédée, nombre d'animaux par type, revenu moyen).

Critères	Très pauvres	Pauvres
Taille des ménages	6-8	9-11
Superficie	0-2 ha	2-4 ha
Nombre de caprin	0-2	3-6
Nombre d'ovin	0-2	3-7
Nombre bovin	0	0-4

Avec la collaboration des comités communautaires de sélection préexistants, une liste provisoire de ménages répondant à ces critères est élaborée. Une priorité est donnée aux ménages avec des enfants de moins de cinq ans, aux groupes marginalisés et aux ménages capables de mener une activité productive. Sur la base de ces critères, la FAO réalise une vérification au domicile de 10 à 15 pour cent des ménages présélectionnés et valide la liste si le taux d'inclusion (pourcentage de ménages ne correspondant pas aux critères de sélection mais ayant été sélectionnés parmi les bénéficiaires) observé est faible (inférieur à 10 pour cent). A ce moment, la liste est validée en assemblée villageoise et devient la liste définitive. Au Burkina Faso, un critère additionnel a été inclus pour accompagner l'autonomisation des femmes en considérant que les femmes seront les bénéficiaires des transferts.

#### Etape 1: Ciblage géographique au niveau province:

- Province chroniquement déficitaire
- Malnutrition élevée

#### Etape 2: Ciblage géographique au niveau communes et villages:

- Prise en compte des programmes existants
- Accessibilité
- Pratique de l'élevage dans la zone

#### Etape 3: Ciblage des bénéficiaires au niveau communautaire:

- Minorités marginalisées;
- Priorisation des ménages ayant des enfants  $\leq 5$  ans;
- Capacité de conduite du petit élevage

Les bénéficiaires de l'appui sont des femmes



La méthodologie de ciblage, basée sur des critères d'exposition à l'insécurité alimentaire et des critères socio-économiques avec une démarche communautaire, a montré un faible taux d'inclusion (3 pour cent au Burkina Faso et 7 pour cent au Niger) ce qui permet de recommander l'application de cette méthodologie dans de futurs programmes. Au Burkina Faso sur la base de l'expérience acquise par les agents du Ministère de l'agriculture au cours de ce projet, cette méthodologie a été retenue pour le ciblage des bénéficiaires des programmes du Ministère dans la zone d'intervention.

**Distribution d'intrants productifs:** La sélection des intrants productifs à distribuer a été réalisée en fonction des activités productives principales de la zone de moyens d'existence où le projet intervient et de l'accès au marché pour l'écoulement de la production. Les quantités distribuées d'intrants productifs ont été basées sur l'expérience de la FAO dans la zone pour créer une production viable et tenant compte des capacités productives des ménages bénéficiaires. La temporalité de la distribution est un facteur clé pour le succès de l'intervention en fonction de la forte variabilité climatique qui marque les saisons en zone sahélienne.

De cette façon, (i) des semences de céréales et de légumineuses tolérantes aux déficits pluviométriques (sorgho et niébé) ont été distribuées au Niger au démarrage des pluies, (ii) des chèvres vaccinées et déparasitées ont été distribuées dans les zones pastorales une fois que les pâturages étaient disponibles (au Burkina Faso, cette distribution était couplée à de l'aliment de bétail), (iii) dix poules et deux coqs et de aliment de bétail ont été distribués au Burkina Faso en zone agropastorale avec un marché potentiel de volaille après la saison des pluies. Le détail des kits distribués peut être consulté ci-après:

Détail de la composition des kits distribués	
<b>Burkina Faso – 500 ménages par kit</b>	
Kit caprins	1 bouc + 3 chèvres + 100 kg aliment bétail
Kit volailles	2 coqs + 10 poules + 150 kg aliment bétail
Kit cash+ caprins	1 bouc + 3 chèvres + 42 500 FCFA
Kit cash+ volailles	2 coqs + 10 poules + 50 kg aliment bétail + 48 000 FCFA
<b>Niger – 700 ménages par kit</b>	
Kit agricole (1ha)	Semences pour 1 ha (15 kg mil + 7,5 kg niébé) + 50 kg engrais
Kit cash	150 000 FCFA
Kit cash+ agricole	Semences (1ha) + 115 000 FCFA
Kit cash+ caprins	3 chèvres + semences (1ha) + 20 000 FCFA

La définition des caractéristiques techniques des intrants à distribuer a été réalisée conjointement par la FAO et les services techniques de l'État. Sur cette base un appel d'offre a été lancé auprès des fournisseurs locaux. Cet appel d'offres définit la typologie des intrants, les réquisits de qualité, les quantités, ainsi que la période et la zone de livraison. Pour les animaux distribués, les vaccinations et les procédures pour la quarantaine avant distribution ont été réalisées par les services compétents des ministères en charge de l'élevage. Finalement, l'organisation des distributions au niveau communautaire a été réalisée par les ONG locales de mise en œuvre en présence de l'administration locale, des services déconcentrés de l'État et de la FAO.

La distribution des intrants a été accompagnée par des sensibilisations techniques sur l'utilisation rationnelle des engrais, l'aliment de bétail, les vaccinations du bétail et la gestion des troupeaux. Ces sensibilisations ont été menées par les agents des ONG locales et des services agricoles et vétérinaires de l'État.



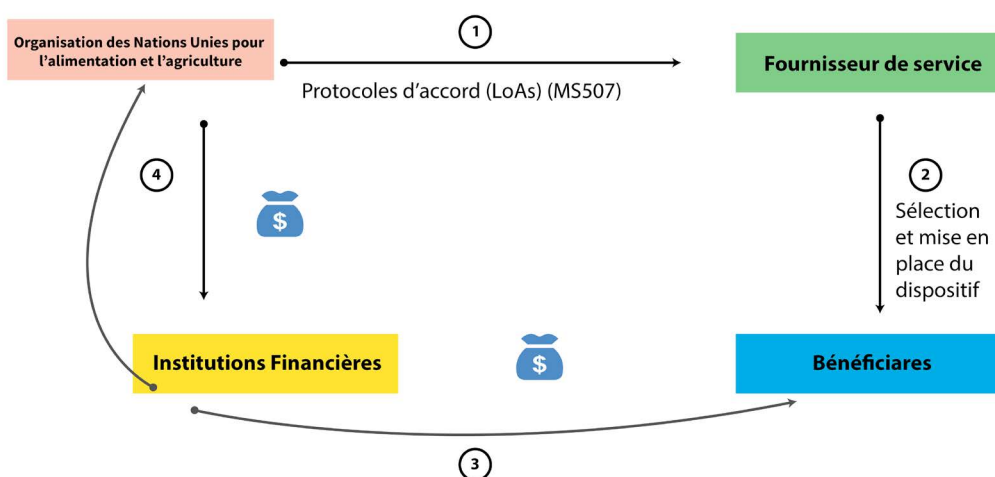
**Transferts monétaires (TM):** Le transfert monétaire choisi est de type inconditionnel afin de donner aux bénéficiaires une flexibilité et liberté de choix pour leurs dépenses. Ce transfert monétaire a comme but principal de constituer un filet social saisonnier pendant la période de soudure qui permet aux bénéficiaires de répondre à leurs besoins de base et de protéger leurs moyens d'existence.

Cette méthode a été retenue sur la base de la connaissance empirique de la disponibilité et de la flexibilité du marché par les acteurs locaux (ONG), considérant que des programmes similaires dans le passé n'ont pas eu de conséquences négatives sur les prix au niveau communautaire. De prochaines interventions pourront inclure une analyse plus approfondie des marchés à travers des outils tels qu'EMMA (Emergency Market Mapping Analysis) ou MIFIRA (Market information and food insecurity response analysis).

Le montant choisi pour ce programme a été défini au Niger en fonction du montant défini dans le plan de soutien du gouvernement (37 500 FCFA/mois) et au Burkina Faso en fonction du panier alimentaire du PAM (24 000 FCFA/mois). Les kits contenant du cash au Niger sont les suivants: (i) un kit cash pur dimensionné sur 4 mois pour une valeur totale de 150 000 FCFA, (ii) un deuxième kit cash+ agricole dimensionné sur 3 mois pour une valeur totale de 112 500 FCFA et (iii) un troisième kit cash+ élevage dimensionné sur 15 jours pour une valeur de 18 500 FCFA. De la même façon au Burkina Faso les kits cash+ étaient dimensionnés pour couvrir deux mois de soudure pour une valeur totale de 48 000 FCFA. La différence entre ces valeurs et celles finalement distribuées dans chaque kit est minime mais cela a répondu au besoin d'harmoniser la valeur totale du kit distribué à 150 000 FCFA incluant pour les kits cash+ la valeur des intrants distribués qui a subi des fluctuations entre la programmation et l'achat.

Les transferts monétaires ont été réalisés par des institutions de microfinance (IMF) avant ou conjointement avec la distribution des intrants productifs. La distribution a été réalisée en espèces dans les villages des bénéficiaires par l'IMF avec la participation de l'administration locale, l'ONG de mise en œuvre et le personnel de la FAO comme sur le modèle ci-dessous:

### Schéma global d'intervention



Au total 3 100 ménages ont reçu un transferts monétaires dans les deux pays, dont 700 sous forme de cash seul et 2 400 sous forme de cash+.

*Le transfert monétaire inconditionnel a été choisi pour donner aux bénéficiaires une flexibilité dans le choix de leurs dépenses.*

*Ce transfert monétaire vise à constituer un filet social saisonnier pendant la période de soudure permettant aux bénéficiaires de répondre à leurs besoins de base et de protéger leurs moyens d'existence.*

## Aspects suivi/ évaluation

**Elaboration de la note méthodologique pour le suivi-évaluation (S&E):** REOWA (Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest/Sahel pour la résilience) conjointement avec le bailleur de fonds et le conseil de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) a mis au point une méthodologie de suivi et mesure de l'impact de l'intervention portant sur des indicateurs socio-économiques, de sécurité alimentaire et nutritionnels. Au total onze indicateurs ont été retenus, cinq pour les aspects socio-économiques (variation des revenus, des dépenses, du capital, de la catégorie sociale et coût efficacité), trois pour la sécurité alimentaire (Household food insecurity scale (HFIS), score de diversité alimentaire (SDA), stratégies d'adaptation) et trois pour la nutrition (variation de la prévalence de la malnutrition aigüe et chronique et variation des enfants de 6 à 23 mois ayant une diète acceptable). Pour obtenir ces informations, la méthodologie propose une combinaison des questionnaires i-HEA (individual Household Economic Approach) pour les aspects socio-économiques et des questionnaires SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) et ANJE (Alimentation du nourrisson et du jeune enfant) pour les aspects nutritionnels. Le suivi de ces paramètres est réalisé à travers une enquête de référence juste après la sélection des bénéficiaires et une enquête finale un an après. Les enquêtes ont concerné un échantillon représentatif de bénéficiaires par combinaison avec un intervalle de confiance de 7 et un niveau de confiance de 95 pour cent (394 ménages au Burkina Faso et 618 ménages au Niger). Le dispositif expérimental mis en place ne dispose pas de groupe témoin pour la comparaison des résultats sur la population non appuyée. Cette décision a été prise en commun accord avec ECHO considérant que cette approche affecte la dignité des personnes non appuyées. Une enquête post distribution portant sur les aspects d'utilisation du transfert et d'analyse du processus a également été réalisée. Un suivi du contexte a été réalisé à travers le suivi du marché après les distributions et un suivi du cheptel des bénéficiaires mensuel sur la base d'un échantillon de bénéficiaires et un recensement exhaustif chaque six mois.

La note méthodologique inclut les paramètres d'échantillonnage, le manuel des enquêteurs et les questionnaires pour les différentes enquêtes proposées. La note peut être consultée à ce [lien](#) (voir aussi section références).

**Enquête de référence et enquête finale:** Sur la base des directives de la note méthodologique, les questionnaires proposés ont été adaptés aux conditions des deux pays d'intervention par les experts de la FAO. La conduite de ces deux analyses a été confiée à une équipe de consultants spécialisés dans les méthodologies HEA et SMART au Burkina Faso et à l'Institut National de Recherche Agricole du Niger (INRAN). Les enquêtes sur le terrain ont été menées avec un an de différence au mois d'octobre 2014 pour la référence et octobre 2015 pour la finale. Les équipes d'enquêteurs ont été formées par l'équipe REOWA et les responsables de l'enquête pour une bonne maîtrise des questionnaires. Sur la base du nombre total de bénéficiaires, un échantillon de 384 ménages ont été enquêtés au Burkina Faso (19,2 pour cent des bénéficiaires) et 618 ménages au Niger (22 pour cent des bénéficiaires) pour assurer un échantillon représentatif de bénéficiaires par combinaison avec un intervalle de confiance de 7 et un niveau de confiance de 95 pour cent. La saisie et l'analyse préliminaire des données ont donné lieu à une première version de rapport qui a été discuté avec le personnel en charge du projet pour affiner les résultats obtenus. Pour chaque étude un rapport a été élaboré et les principaux résultats ont été présentés et discutés avec les partenaires techniques et financiers au niveau national et avec le bailleur au niveau de son bureau régional. Les études de référence ainsi que les études finales peuvent être consultées à ce [lien](#) (voir aussi la section références).

*Onze indicateurs socio-économiques, de sécurité alimentaire et nutritionnels ont été retenus: cinq pour les aspects socio-économiques, trois pour la sécurité alimentaire et trois pour la nutrition.*

**Enquête T+2:** Au Burkina Faso, l'intérêt pour l'approche a conduit à la réalisation d'une enquête basée sur les mêmes paramètres pour déterminer l'impact de l'intervention deux ans après la distribution. Cette étude cherche à vérifier l'impact des interventions dans le temps, surtout en ce qui concerne la production de caprins qui nécessite plus de temps pour boucler son cycle que la production de volailles. Ce travail a été réalisé à la même période, avec la même équipe de consultants et a bénéficié avec la collaboration du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) pour la vérification du protocole de recherche. Le rapport du CIRAD peut être consulté à ce [lien](#) (voir aussi la section références).

**Enquête de post-distribution (PDM):** L'enquête de post distribution s'est déroulée un mois après le transfert monétaire auprès du même échantillon que l'étude de base. Cette étude a été réalisée par des enquêteurs de l'ONG de mise en œuvre supervisés par la FAO. Au Burkina Faso, le questionnaire utilisé a été celui de la note méthodologique du projet qui comprend les parties suivantes: (i) identification, (ii) évaluation du processus, (iii) utilisation du cash et des intrants, (iv) stratégies de subsistance et (v) diversité alimentaire et qualité de l'alimentation. Le rapport du PDM du Burkina Faso peut être consulté à ce [lien](#) (voir aussi la section références). Au Niger le PDM a été réalisé sur la base des questionnaires de l'enquête de référence et a permis de suivre l'évolution des indicateurs juste après distribution. Cette différence dans la méthodologie utilisée répond au besoin de l'équipe du Niger de déterminer l'impact du kit transfert monétaire seul (sans intrants productifs) à court terme.

**Suivi du contexte:** L'équipe FAO a été chargée de faire le suivi du contexte de sécurité alimentaire, nutritionnelle et des productions agricoles dans les zones d'intervention pour pouvoir analyser les résultats des différentes enquêtes sur la base des tendances observées du contexte. Une analyse spécifique du suivi des prix des marchés a été réalisée. Le suivi des marchés avait pour objectif d'analyser les effets induits par les transferts monétaires sur les prix des denrées de base. Pour cela les prix des principaux marchés de la zone d'intervention ont été suivis un mois avant jusqu'à trois mois après les transferts monétaires. Cette analyse n'a pas révélé d'inflation attribuable au projet dans les deux pays.

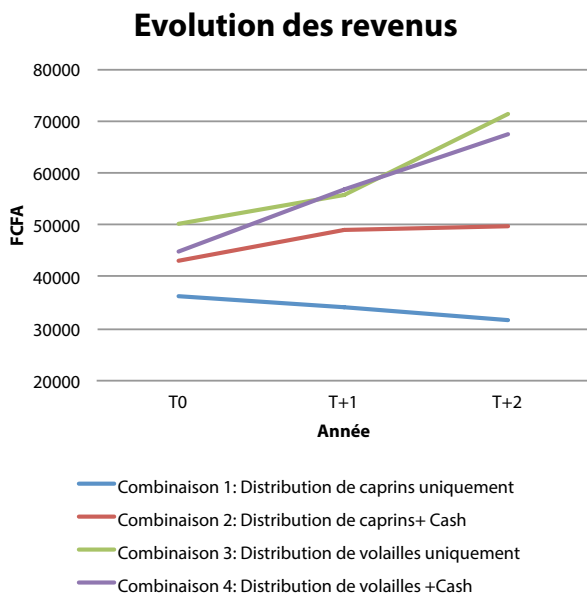
**Suivi du cheptel:** Le suivi du cheptel a été réalisé par les techniciens de terrain des ministères en charge de l'élevage pendant toute la durée du projet au niveau des ménages bénéficiaires. Le suivi s'est fait en combinant un suivi mensuel sur un échantillon avec des suivis exhaustifs sur la totalité des ménages bénéficiaires de façon trimestrielle. Ce suivi permet d'un côté de déterminer l'existence de maladies dans le cheptel et donner une réponse à temps et de l'autre côté de donner des éléments complémentaires à l'analyse d'impact sur la gestion du cheptel.



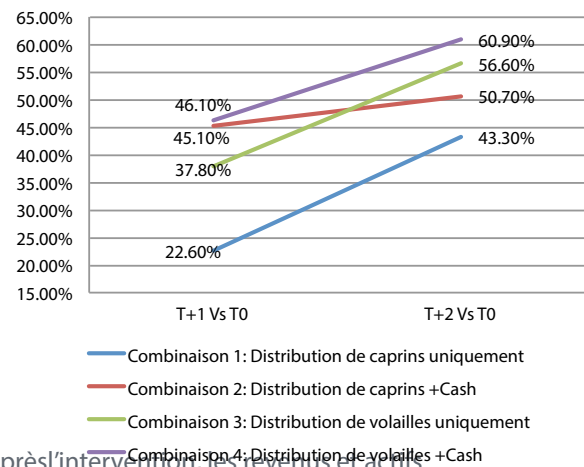
Indicateurs Socio-économiques	Indicateurs Sécurité alimentaire	Indicateurs Nutritionnels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Variation du revenu</li> <li>• Variation des dépenses</li> <li>• Variation des actifs productifs</li> <li>• Proportion de ménages ayant progressé vers une catégorie sociale supérieure</li> <li>• Coût-efficacité de la combinaison</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution des catégories d'insécurité alimentaire selon HFIAS</li> <li>• Variation du Score de diversité alimentaire du ménage par combinaison</li> <li>• Variation des stratégies d'adaptation utilisées par les ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Variation prévalence malnutrition aiguë</li> <li>• Variation prévalence malnutrition chronique</li> <li>• Variation du pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois ayant un régime alimentaire minimum acceptable</li> </ul>

## Impact

Le projet a évalué l'impact de l'intervention sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la situation socio-économique des ménages appuyés avec des transferts productifs (combinant transferts monétaires et intrants) comparés à des ménages ayant reçu des intrants exclusivement.



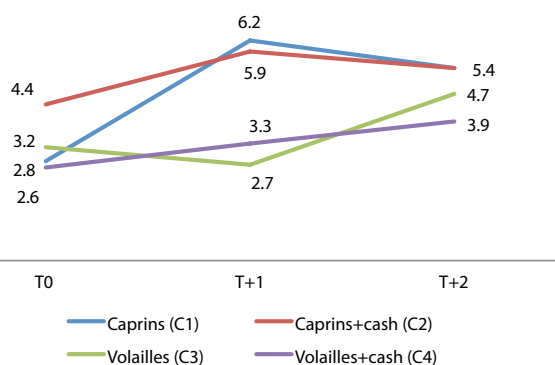
### Evolution nombre de ménages ayant augmenté leur revenus par rapport à T0



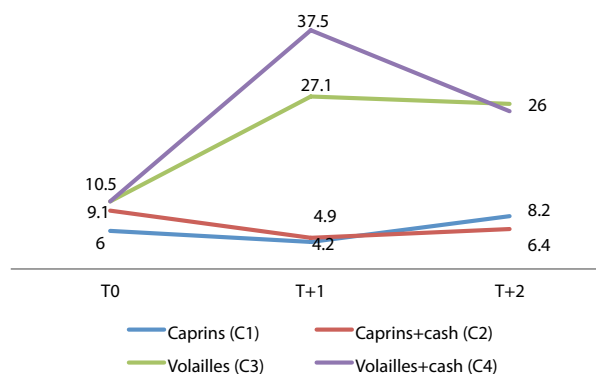
**Impact sur la situation socio-économique:** Une année après l'intervention, les revenus et actifs productifs des ménages ayant reçu des transferts productifs étaient supérieurs à celui des ménages ayant reçu des intrants agricoles ou transferts monétaires exclusivement. L'augmentation des revenus varie selon le type d'intrant productif distribué conjointement au transfert monétaire. Au Burkina Faso, les bénéficiaires de cash+ volailles (dont le cycle productif est très court), ont augmenté leurs revenus en moyenne de 27 pour cent la première année alors que les bénéficiaires ayant reçu uniquement des volailles augmenté leurs revenus de 11 pour cent. De leur côté, les bénéficiaires de cash+ caprins ont augmenté de 14 pour cent leurs revenus la première année alors que les revenus des ménages ayant reçu des caprins seulement a diminué de -6 pour cent. Cette augmentation des revenus pour les récepteurs de kits cash+ s'est traduite par une augmentation linéaire dans la possession d'actifs productifs (terres, bétail, charrues, etc.) et non-productifs (téléphones, etc.). L'observation faite au Niger sur les ménages ayant reçu un transfert monétaire de valeur similaire, indique que leur situation socio-économique s'est améliorée immédiatement après le transfert, cependant ceci n'a pas eu d'impact sur l'augmentation des revenus ou l'accumulation d'actifs une année après la distribution.



## Evolution possession caprins



## Evolution possession volailles



En vue des observations tirées de cette analyse on pourrait considérer que, l'approche des transferts productifs présente une valeur ajoutée pour l'augmentation des revenus et des actifs productifs et non productifs par rapport à une distribution d'intrants agricoles traditionnels ou à un transfert monétaire ponctuel.

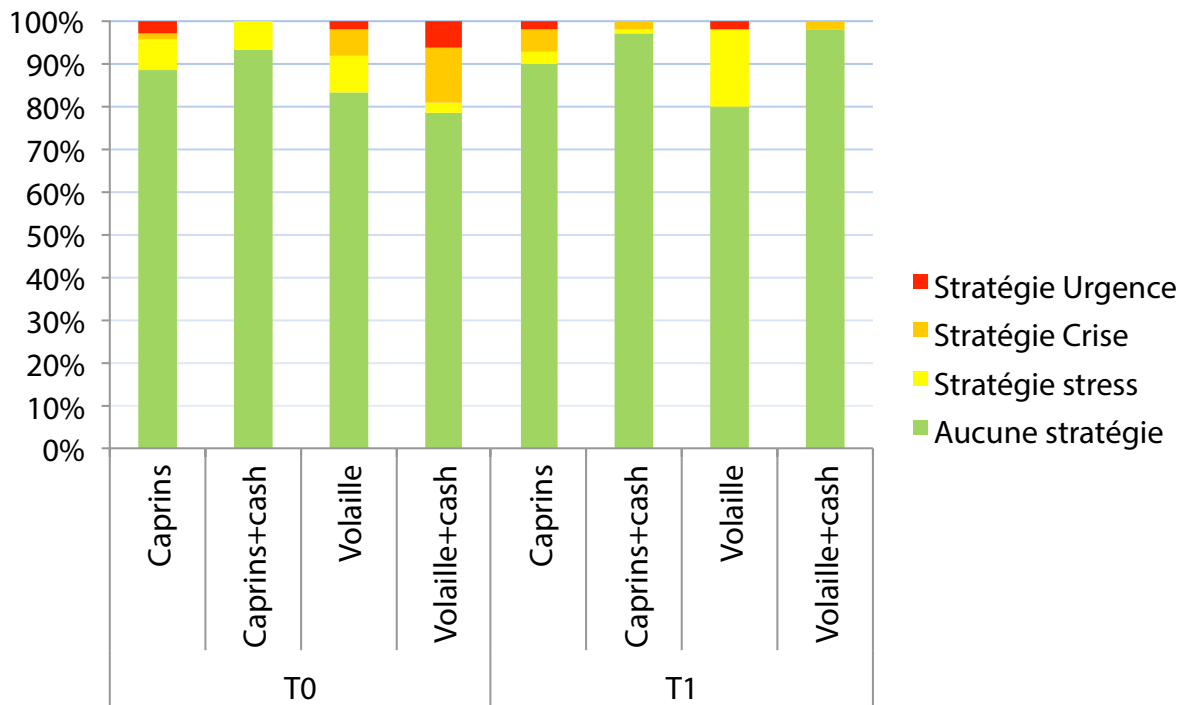
**Impact sur l'autonomisation des femmes:** Les enquêtes post distribution réalisées au Burkina Faso indiquent que le fait que les femmes soient récipiendaires des transferts productifs leur a permis dans 87 pour cent des cas de prendre les décisions sur les dépenses à réaliser au niveau du ménage. Une enquête sur le temps consacré par les femmes aux activités productives et au soin des enfants avait été réalisée, cependant la méthodologie suivie n'a pas permis de tirer des informations valables car s'appuyant sur des déclarations de temps subjectives et non pas sur une observation participative qui aurait donné des informations plus fiables. Ces aspects sont à approfondir dans les prochains programmes.



**Impact sur la sécurité alimentaire:** L'évolution de la perception de la sécurité alimentaire mesurée à travers l'indicateur HFIAS (Household food insecurity access scale) a montré que les interventions ont amélioré la sécurité alimentaire des ménages. Concrètement, le nombre de personnes en situation de sécurité alimentaire (SA) au Burkina Faso est passé de 36 pour cent à 76,6 pour cent la première année avec une réduction presque totale des ménages en situation d'insécurité alimentaire (IA) grave qui est passée de 18 pour cent à 2 pour cent. Au Niger, cette tendance s'observe également avec une diminution des ménages en IA grave de 83 pour cent à 60 pour cent. L'amélioration de la sécurité alimentaire est supérieure (1) dans les ménages ayant reçu des transferts productifs incluant des animaux à cycle reproductif court tels que les volailles (augmentation de 40 pour cent du nombre de ménages en SA), (2) suivi de ceux ayant reçu des transferts productifs incluant des petits ruminants (augmentation de 30 pour cent du nombre de ménages en SA), (3) suivi de ceux ayant reçu des transferts productifs incluant des intrants agricoles au Niger (réduction de 24 pour cent des ménages en IA grave).

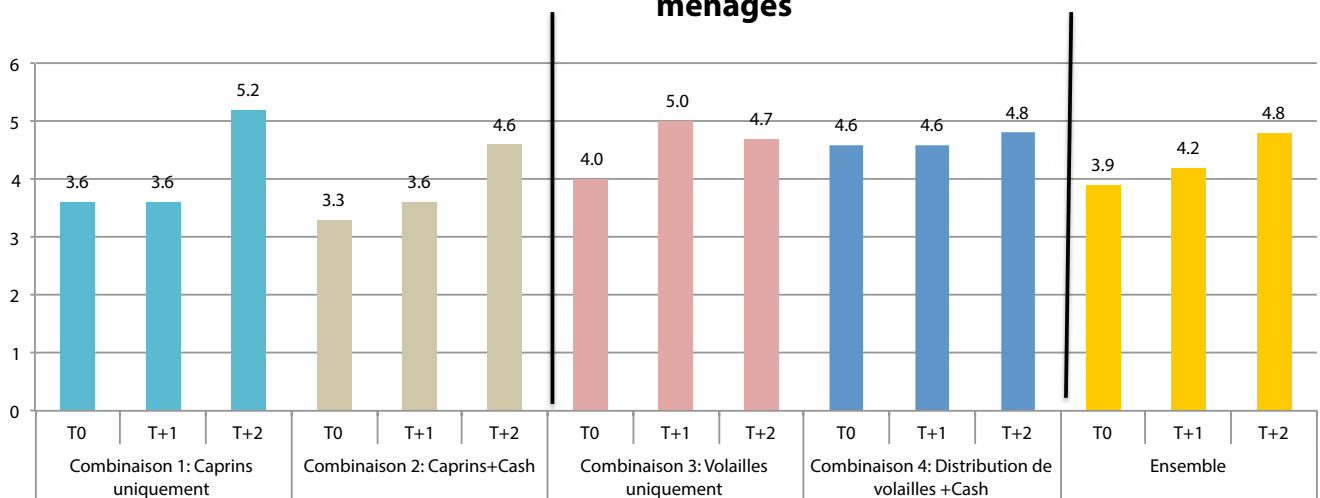
Les observations faites concernant l'évolution de la sécurité alimentaire des ménages trouvent leur correspondance dans l'évolution du recours aux stratégies d'adaptation. En général à la fin de la première année on observe une réduction généralisée du recours à des stratégies négatives pour tous les ménages bénéficiaires. Cependant, les ménages ayant reçu des transferts productifs ont eu moins recours à des stratégies négatives que les ménages ayant reçu des intrants. Concrètement au Burkina Faso on observe que les bénéficiaires de transferts productifs n'ont plus eu recours à des stratégies d'urgence après une année, ce qui n'est pas le cas pour les ménages ayant reçu des intrants seulement où autour de 3% des ménages continuent à y avoir recours.

### Evolution du recours à des stratégies d'adaptation



**Impact sur la nutrition:** L'impact sur la nutrition a été mesuré au niveau des ménages et au niveau des enfants de moins de 5 ans. Au niveau des ménages, la diversité alimentaire des ménages (Variation du score de diversité alimentaire du ménage - SDAM) s'est améliorée pour l'ensemble des bénéficiaires. Avec une augmentation de 10 pour cent du nombre de ménages avec un régime adéquat la première année et de 30 pour cent la deuxième année, les ménages ayant un régime adéquat totalisent 81,7 pour cent des bénéficiaires en T+2 au Burkina Faso. Cette amélioration est plus visible pour les interventions de transferts productifs (+52 pour cent pour les transferts productifs avec caprins et +27 pour cent pour les transferts productifs avec volailles) et correspond à une augmentation de la consommation de légumineuses, matières grasses et viande liée à l'augmentation des revenus et des productions animales.

### Nombre moyen de groupe d'aliments consommés la veille dans les ménages



L'évolution des indicateurs nutritionnels concernant les enfants de moins de 5 ans [mesurés par (i) prévalence malnutrition aigüe, (ii) prévalence malnutrition chronique et (iii) pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois ayant un régime alimentaire minimum acceptable] ne présente pas de variations substantielles par rapport à l'évolution de la situation nutritionnelle dans les zones d'intervention mesurée par les enquêtes SMART nationales. Un résultat indirect encourageant a été observé au Burkina Faso en T+2, montrant que dans les localités où une intervention de sensibilisation nutritionnelle avait été menée par un autre intervenant dans la période, le nombre de nourrissons et de jeunes enfants ayant un régime alimentaire adéquat s'était notablement amélioré passant de 2,1 pour cent à 16,7 pour cent. Cette observation encourage à l'inclusion d'actions plus sensibles à la nutrition pour augmenter l'impact nutritionnel des interventions de transferts productifs dans de futurs programmes.

**En conclusion,** l'expérience pilote a permis d'observer que les opérations de transferts productifs ont un impact supérieur à celui des distributions d'intrants ou de transferts monétaires au niveau de l'augmentation des revenus et des actifs productifs possédés une année après distribution. Cette augmentation du revenu se traduit par de meilleurs régimes alimentaires et perception de la sécurité alimentaire. La réduction du recours à des stratégies d'adaptation négatives et l'accroissement de l'épargne sous forme de capital productif et non-productif permet d'entrevoir une potentielle amélioration des conditions des ménages pour faire face à de nouveaux chocs.



## Innovations

La pratique prend en compte simultanément deux interventions complémentaires: transferts monétaires et transferts d'intrants productifs. **Les synergies entre les deux types d'intervention** ont permis d'obtenir des résultats supérieurs à ceux qui seraient obtenus séparément par chaque modalité.

Le **ciblage sur la base de critères HEA** a été une innovation dans les projets réalisés par la FAO dans la région. Cette méthodologie a permis d'obtenir un faible taux d'inclusion des ménages qui ne répondent pas aux critères de ciblage (3 pour cent au Burkina Faso et 7 pour cent au Niger) garantissant ainsi que l'action a été orientée aux ménages les plus vulnérables de chaque communauté. Au Burkina Faso les partenaires étatiques de l'agriculture ont adopté cette méthodologie par la suite pour le ciblage de leurs interventions dans la zone.

La mise en place d'un système complet de suivi-évaluation qui prend en compte une **batterie d'indicateurs d'impact** en situation de référence, après la distribution et un an et deux ans après, a permis de visualiser les effets de l'action. La note méthodologique de S&E peut être adaptée à d'autres projets similaires et comparer des approches (utilisée au Mali et Mauritanie actuellement).

D'un point de vue économique, l'impact des transferts productifs en termes d'augmentation des revenus et des actifs productifs des ménages est supérieur après un an, au montant du kit distribué. Le projet a observé que le ratio cout-efficacité en termes économiques des transferts productifs est supérieur aux distributions traditionnelles d'intrants.

## Enseignements tirés

- La méthodologie de ciblage communautaire sur la base HEA a permis une très haute fiabilité dans le ciblage des plus pauvres selon des critères socio-économiques
- Le système de suivi mis en place est très complet et permet de recueillir des indicateurs de sécurité alimentaire, nutrition, moyens d'existence pour une bonne mesure de l'impact. Des efforts pour alléger le dispositif devront être faits dans les futures opérations. L'intégration d'aspects qualitatifs dans le dispositif permettra d'approfondir les raisons qui sont derrière le succès de l'approche en se basant sur la perception des ménages bénéficiaires (introduction d'aspects de « behavioral economics »).
- Il y a besoin d'intégrer des actions de sensibilisation/formations sur les pratiques de soins et nutritionnelles pour avoir un impact sur la nutrition des enfants de moins de 5 ans. En effet, l'impact de l'intervention sur la nutrition des enfants de moins de 5 ans est minime, cependant dans le suivi fait en année 2 on observe une amélioration de cette composante dans les villages où une ONG a mis en place des activités de sensibilisation.
- Pour une valeur du kit reçu similaire, les transferts productifs ont démontré un plus grand impact sur la sécurité alimentaire et les conditions socio-économiques des ménages très pauvres et pauvres que les distributions d'intrants seuls ou les transferts monétaires seuls.
- Les productions de cycle court sont capables d'accélérer la récupération des moyens d'existence des ménages et permettent des résultats visibles en un an.
- Le cash a été utilisé principalement pour la consommation alimentaire, l'investissement dans la production, l'épargne et le paiement des dettes.

*Des actions de sensibilisation ou des formations sont nécessaires sur les pratiques nutritionnelles et soins pour garantir un impact sur la nutrition des enfants de moins de 5 ans.*

## Durabilité

La pratique telle qu'elle a été mise en œuvre avait comme objectif principal la sortie de la crise chronique à laquelle sont confrontés les ménages très pauvres avec la réhabilitation de leurs actifs productifs pour assurer une augmentation des revenus et l'amélioration de leur situation de sécurité alimentaire. Dans cette première phase, l'épargne des ménages est faite sous forme d'actifs (productifs et non-productifs) qui leur permet de renforcer leur résilience face à un choc futur.

Afin de renforcer les acquis de cette opération et permettre une plus grande durabilité, l'action de transferts productifs pourrait s'associer dans une phase successive à des approches plus structurantes qui permettent une plus grande intégration des ménages bénéficiaires dans les dynamiques communautaires et productives. L'approche des Champs Ecole Paysans (CEP) et celle « Caisses de résilience » (CdR) semblent les plus adéquates pour ce propos par leur caractère structurant, formateur et de promotion de l'épargne monétaire.

Le calcul du ratio coût-efficacité, considéré comme la variation des revenus et de la valeur des actifs possédés pendant la période d'analyse par rapport à la valeur du kit reçu

$$\text{Ratio coût efficacité} = \frac{[\text{Variation revenue} + \text{variation des actifs}]}{\text{Coût du kit reçu}}$$

a montré que les transferts productifs sont plus efficaces que les distributions d'intrants seuls et les transferts monétaires seuls. Il a été observé que pour chaque euro distribué par le projet, les ménages recevant un transfert productif peuvent arriver à augmenter de 2 euros la valeur de leur revenu et des actifs possédés la première année et de 3 euros la deuxième année. Malgré cette efficacité, il faut considérer que le coût de mise en œuvre d'une opération de transferts productifs est supérieur de 2 à 3% à celui d'une distribution d'intrants classique.

Une telle opération nécessite d'un appui externe important et sera difficilement répliquable au niveau communautaire. Cependant, l'intégration de cette pratique dans les programmes et stratégies nationales de protection sociale permettrait de réduire la dépendance que les actions de transferts monétaires à elles seules peuvent contribuer à créer.





## Facteurs clés de succès

### Conditions institutionnelles:

- Les structures communautaires ont participé activement à la sélection des ménages les plus pauvres et à la validation des listes de bénéficiaires.
- Les services déconcentrés de l'État ont assuré la qualité des actifs distribués et ont réalisé un suivi de proximité.
- Les partenaires opérationnels ont une connaissance approfondie de la zone d'intervention et la confiance des populations de la zone.
- Les services de microfinance étaient fonctionnels et avaient la capillarité suffisante pour accéder aux villages les plus reculés.

### Conditions économiques:

- Les prix des produits sur les marchés sont restés stables pendant la durée de l'intervention et aucun signe d'inflation causée par l'intervention n'a été observé.
- L'accès au marché pour les productions promues doit être garanti. Les marchés d'écoulement des produits d'élevage (principalement volailles) étaient proches, fonctionnels et avec une forte demande en volaille, ce qui a permis aux bénéficiaires de volailles d'augmenter leurs revenus rapidement.
- Le montant des TM a permis de couvrir les besoins de base pendant la période de soudure. 98,8% des ménages ont considéré que le montant distribué était suffisant pour couvrir les besoins alimentaires et 97,6% ont affirmé que la distribution avait eu lieu au moment opportun.

### Conditions sociales:

- Les zones d'intervention sont stables. Dans les zones d'intervention, aucun conflit n'a été signalé pendant la période d'intervention.
- Les transferts ont été distribués aux femmes des ménages, ce qui a été globalement bien reçu au niveau de la communauté. D'après l'enquête post-distribution seulement 12,8% des TM ont été gérés par les maris.

### Conditions environnementales:

- Il n'y a pas eu de crises climatiques (sécheresses, inondations) majeures ayant affecté les productions.
- Les actions productives n'ont pas contribué à la dégradation de l'environnement ou celle-ci n'a pas été signalée.



## Reproductibilité et/ou changement d'échelle

Autres éléments et recommandations pour reproduire la pratique avec succès:

- **Ciblage:** Le ciblage des ménages bénéficiaires de transferts productifs est réalisé correctement à travers une méthode du type HEA. Pour une mise à l'échelle, le ciblage peut utiliser la méthode choisie par la politique nationale de protection sociale.
- **Analyse du marché:** Les marchés doivent être fonctionnels et bien approvisionnés. Une analyse du marché suivant une méthodologie EMMA ou MIFIRA peut être réalisée dans des opérations d'urgence.
- **Dimensionnement du transfert monétaire:** Le dimensionnement minimum du transfert monétaire est réalisé de façon à permettre au ménage de couvrir ses besoins de base au moins pendant la période de soudure. L'estimation des besoins de base peut être faite à travers trois méthodologies différentes en fonction de la disponibilité de données dans la zone d'intervention. (i) à travers le prix du panier alimentaire du PAM qui définit le coût d'une diète minimale (2 100kcal) on peut obtenir le montant mensuel à distribuer par ménage. Cette valeur peut être modulée en fonction de la vulnérabilité et des capacités de subvenir aux propres besoins des populations. L'échange avec le bureau pays du PAM permettra d'harmoniser le montant distribué. (ii) à travers l'*outcome analysis* de la méthodologie d'analyse de l'économie des ménages (HEA). Cette analyse détermine les seuils de survie et de protection des moyens d'existence qui correspondent aux revenus minimum qui assurent respectivement la couverture des besoins de base et le montant minimal pour que le ménage n'ait pas à décapitaliser ses moyens d'existence. A travers des enquêtes terrain régulières, la situation des ménages par rapport à ces seuils dans les différentes zones de moyens d'existence est définie et le déficit par rapport au seuil est calculé. Le montant monétaire du transfert productif peut alors être défini pour couvrir le déficit de survie et le déficit des moyens d'existence dans la zone d'intervention. (iii) finalement pour la mise à l'échelle au niveau national le montant des transferts productifs pourrait être en ligne avec le montant de base distribué par le système national de protection sociale ou programme national de filets sociaux.
- **Autres types de transferts monétaires à envisager:** Le transfert monétaire peut être inconditionnel ou lié à la réhabilitation d'actifs productifs à travers des opérations d'argent contre travail (Cash for Work) qui peuvent être liées à des pratiques agricoles d'adaptation au changement climatique (zai, cordons pierreux, demi-lunes, etc.) pour augmenter l'impact sur la résilience environnementale et productive des communautés d'intervention.
- **Considérations sur les actifs productifs:** (a) Les actifs productifs pourront être distribués directement ou à travers des vouchers/foires lorsque le marché local assure un correct approvisionnement et une qualité adéquate des actifs productifs. (b) Les actifs productifs promus doivent permettre une production de cycle court qui a un débouché facile dans le marché local. La disponibilité de liquidité en continu facilite une réhabilitation rapide des moyens d'existence. (c) Les actifs productifs à cycle long (bétail, outils) qui représentent une façon d'épargner par leur valeur, peuvent être complémentaires des actifs de cycle court pour faire face à des événements ou chocs ponctuels. (d) Dans des contextes de risques climatiques récurrents, il serait utile d'orienter une partie des investissements productifs vers des activités qui vont au-delà de la production et qui ont une dépendance moindre du climat. Ceci pourrait être le cas d'activités en amont des filières ou même des activités non agricoles (transformation, énergie...) qui garantissent un revenu aux ménages à tout moment.
- **Aspects nutritionnels:** Afin d'assurer un impact sur la nutrition des enfants de moins de 5 ans le programme doit intégrer dès sa conception des modules de formation/sensibilisation sur les pratiques de soins et pratiques nutritionnelles.

*Pour une plus grande efficacité, il s'agirait d'étudier les modalités de mise à l'échelle de l'approche et plaider pour l'intégration d'activités productives comme complément des politiques de protection sociale*

*Il serait utile d'inclure des formations nutritionnelles pour améliorer l'impact sur la nutrition*



On estime que cette pratique peut être répliquée dans d'autres contextes si les conditions suivantes sont réunies:

Ce projet pilote a permis de démontrer la capacité de la FAO à mettre en œuvre l'approche cash+ qui pourra être mis à l'échelle en faisant le lien avec les programmes nationaux de protection sociale. Les résultats des études d'impact ont permis d'observer que les interventions en support des moyens d'existence contribueraient à maximiser l'impact des transferts monétaires réalisés par les programmes standard de protection sociale. Pour cela l'intérêt de faire du plaidoyer pour l'intégration de la promotion des moyens d'existence dans les systèmes de protection sociale est double: (i) favoriser une graduation plus rapide des ménages les rendant autonomes du système de protection sociale et (ii) réduire les coûts des programmes de protection sociale en rendant ceux-ci plus efficaces. Le rôle de la FAO pourrait être de faciliter la coordination entre les ministères de l'agriculture et ceux en charge de la protection sociale pour la mise en œuvre de programmes de protection sociale qui couplent des actions d'appui aux moyens d'existence avec des transferts monétaires.





## Conclusion

Les transferts productifs ont démontré être un outil prometteur pour réhabiliter rapidement les moyens d'existence des ménages très pauvres dans des zones où l'insécurité alimentaire est chronique suite à des chocs climatiques récurrents. En une année les ménages assistés ont pu augmenter leurs revenus et en conséquence diversifier leur régime alimentaire et augmenter leurs actifs productifs. Avec cette nouvelle situation, les ménages sont mieux équipés pour faire face à des chocs qui pourraient venir dans le futur. En termes de retour sur investissement, les transferts productifs ont démontré une plus grande efficacité que les distributions d'intrants ou les transferts monétaires seuls.

Les récits des femmes bénéficiaires de l'appui au Burkina Faso témoignent du bienfait de cette approche:

*Umahani Sawadogo habite dans le village de Dablo. Elle explique en quoi cette assistance lui a été particulièrement utile: «Quand j'ai reçu les volailles et l'argent, c'était avant les récoltes et nous n'avions plus de réserves de nourriture. J'ai utilisé une partie de la somme reçue pour acheter de quoi faire à manger, et aussi pour payer l'école des enfants.» Ayant reçu un kit de 10 volailles, elle en possède un an après 93, et vend régulièrement des poules au marché. Les revenus qu'elle en tire lui servent à faire face aux dépenses diverses de la famille, et à payer les frais de scolarité des enfants. Elle a aussi pu diversifier ses avoirs en acquérant un mouton et une chèvre.*

*A Pibaoré, Asseta Sawadogo a quant à elle bénéficié de caprins et de transfert monétaire. L'argent reçu lui a permis de faire face aux dépenses courantes de la famille, y compris pour la nourriture et l'achat de médicaments. Dans la cour de sa maison, Asseta se souvient de l'époque où elle n'avait aucune chèvre, et ajoute avec enthousiasme «J'ai reçu quatre bêtes, et aujourd'hui, j'en ai cinq de plus!». Cette assistance lui permet de ne plus emprunter de l'argent, ou réduire les portions des repas: «En cas de problème, je peux vendre une chèvre et résoudre discrètement mes problèmes». Naaba Kaongo, chef du village, résume: «les femmes du village ont compris l'utilité de ce petit bétail, qui leur permet de faire face à des dépenses de nourriture qu'elles ne pouvaient pas toujours assumer auparavant». Abdoulaye, le mari d'Asseta, ajoute: «Grâce à l'argent, nous avons aussi pu aménager le hangar où nous stockons le foin pour les bêtes. Et nous avons maintenant une activité tout au long de l'année, car avant, nous étions au champ pendant la saison des pluies, et le reste du temps, nous n'avions rien à faire, et pas d'autre source de revenus».*

Bien que des études additionnelles dans différents contextes soient nécessaires pour consolider l'approche, les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants et permettent de considérer les transferts productifs comme une approche viable et efficace pour appuyer les ménages plus pauvres du Sahel à sortir de la spirale de vulnérabilité.

Concrètement, cette approche pourrait être mise à l'échelle à travers la complémentation des initiatives de protection sociale naissantes dans la région avec des actions de distribution d'intrants agricoles et formation technique et nutritionnelle pour favoriser des synergies créées entre les deux approches.

## *Pour en savoir plus*

### **Vidéo:**

- **Renforcement de la résilience dans la province du Sanmatenga à travers le petit élevage et le cash**  
(publiée par ECHO sur sa page youtube): <https://youtu.be/5Is13DdRLw4>

## *Autres matériaux élaborés*

- **Guide méthodologique et manuel de l'enquêteur**  
<http://bit.ly/2fX8hW2>
- **Brochure**  
<http://bit.ly/2eRBZHD>
- **Powerpoint**  
<http://bit.ly/2fXasJb>
- **Rapports d'évaluation T0 et T+1** (enquête de référence, PDM, enquête finale)  
<http://bit.ly/2fAVnc1>
- **Rapports d'évaluation T+2**  
<http://bit.ly/2fAW8BB>





## Contacts

Patrick David, Responsable adjoint de l'équipe sous-régionale  
Afrique de l'Ouest/Sahel pour la résilience (REOWA), Dakar-Sénégal  
[patrick.david@fao.org](mailto:patrick.david@fao.org)

FAOR Burkina Faso  
[FAO-BF@fao.org](mailto:FAO-BF@fao.org)

FAOR Niger  
[FAO-NE@fao.org](mailto:FAO-NE@fao.org)

Bonnes pratiques de résilience  
[resilience@fao.org](mailto:resilience@fao.org)



Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de l'Union européenne.